



BULLETIN DE VEILLE

N°524
16 avril
2026

Ce bulletin de veille vous propose une sélection de nouvelles ressources issues de notre veille et accessibles en ligne sur notre site, avec notre agenda et nos recommandations de podcasts. Vous cliquez désormais directement sur le titre de la ressource pour y accéder. Bonne lecture !

A LA UNE

La Déclaration de Yaoundé : libre-échange et agricultures paysannes, le débat qui ne peut plus attendre

Fin mars 2026, Yaoundé a accueilli la 14e Conférence ministérielle de l'OMC, la première tenue en Afrique subsaharienne. Pour de nombreux États africains, l'événement était l'occasion de peser sur la réforme d'un système commercial jugé structurellement défavorable au continent. Pour les organisations paysannes réunies en parallèle sous la bannière de La Via Campesina (LVC), dont la Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC), la question n'était pas de réformer l'institution de l'intérieur, mais de contester la légitimité même de ce système.

La **Déclaration de Yaoundé** publiée par LVC ne demande pas d'aménagements aux règles du commerce agricole mondial : elle en réclame l'abandon. Pour ses signataires, trente ans de libéralisation ont renforcé la concurrence déloyale, fragilisé les revenus paysans et sacrifié la pêche artisanale. La déclaration insiste sur le fait que l'alimentation est un droit, pas une marchandise, et que les politiques commerciales doivent être subordonnées aux droits humains, notamment ceux des paysan-nes, des peuples autochtones et des travailleurs ruraux. Mais tous les acteurs ne partagent pas la même stratégie. Les délégations africaines ont défendu des positions proches des préoccupations paysannes (souveraineté alimentaire, stocks publics, traitement spécial et différencié) tout en restant dans le cadre de l'OMC.

Une étude de fond publiée dans **Phosphore n°8** par Humundi, Iles de Paix et Autre Terre explore ces mêmes tensions depuis une perspective plus institutionnelle : elle examine les impasses du modèle néolibéral, analyse les alternatives possibles à l'Accord sur l'agriculture et plaide pour un renforcement du rôle du Comité mondial pour la sécurité alimentaire (CSA).

La conférence s'est achevée sans déclaration finale ni réforme, sur fond de désaccord Nord/Sud. Pour les acteurs du développement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'enjeu est concret : pression des importations sur les filières locales, stocks publics, semences paysannes, valorisation des productions régionales, autant de dossiers qui se jouent, au moins en partie, dans les enceintes commerciales internationales. La Déclaration de Yaoundé plaide pour que les négociations agricoles rejoignent des espaces jugés plus légitimes (FAO, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Comité mondial pour la sécurité alimentaire). Une proposition radicale, mais qui pose une vraie question : où se construisent les règles qui conditionnent le devenir de l'agriculture familiale ?

Ressources:

Déclaration de Yaoundé, La Via Campesina, mars 2026

Phosphore n°8, Humundi, Iles de Paix et Autre Terre, février 2026

À Yaoundé, la CM14 s'ouvre sur un appel à redynamiser l'OMC, OMC, mars 2026

Après l'échec de la CM14, 25 membres relancent entre eux le moratoire sur le commerce électronique, OSIRIS, avril 2025

L'OMC dans l'impasse, CETIM, mars 2026



Le Goût du Plastique. Quotidien scolaire au Bénin

Photoreportage, Anas Seko, mars 2026

Ce reportage photographique documente, à l'école primaire publique de Cocotomey (Bénin), l'exposition quotidienne des élèves au plastique lors des repas de récréation. Bouillie en sachets, bols colorés, bouteilles PET, sacs alimentaires : chaque image révèle une réalité sanitaire. S'appuyant notamment sur les travaux du CIEL (Center for International Environmental Law), Anas Seko interroge les risques liés à l'ingestion de microplastiques et de perturbateurs endocriniens par les enfants, et invite à repenser les pratiques alimentaires scolaires en valorisant les alternatives issues des traditions africaines.

VEILLE THÉMATIQUE

Formation

Webinaire FAR Projets #3 — Formation des productrices et producteurs : quelles pratiques pour renforcer l'efficacité et l'impact des formations continues ?

Replay de webinaire, Réseau FAR, avril 2026

Ce webinaire présente les pratiques et outils de trois organisations sénégalaises et malgaches engagées dans la formation continue des producteurs-rices agricoles en milieu rural. Les intervenantes soulignent l'importance du diagnostic des besoins, de l'implication des acteurs locaux et de la valorisation des savoirs endogènes. Des outils innovants tels que les capsules vidéo pédagogiques et le suivi post-formation sont mis en avant comme leviers de pérennisation des services agricoles et de renforcement de la résilience des exploitations familiales.

Conseil agricole

Analyse du dispositif d'appui-conseil aux Exploitations Familiales Paysannes (EFP) d'éleveurs : cas du dispositif du Programme d'Appui au Secteur du Développement Rural (PASDeR) au nord-Bénin

Mémoire, Master MIFAR, avril 2026

Ce mémoire analyse le dispositif d'appui-conseil mis en place par le Programme d'Appui au Secteur du Développement Rural (PASDeR) au profit des éleveurs familiaux du département du Borgou, au nord-Bénin. Fondé sur une approche mixte (entretiens avec 40 éleveurs et des Assistants Techniques de Production Animale et Conseil, acronyme ATPAC), il montre que le dispositif, structuré autour de conseils techniques gratuits et de services vétérinaires, améliore les pratiques d'élevage, mais peine à répondre aux besoins évolutifs des éleveurs en raison de la fréquence insuffisante des sessions, du coût des soins vétérinaires et des contraintes logistiques des ATPAC.

Agroécologie

Orchestrating agroecological transitions

Rapport de capitalisation, CGIAR, Cirad, ISRA, Enda Pronat, DyTAES, 2026, en anglais

Ce rapport analyse la trajectoire de la Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES), coalition nationale fondée en 2019 qui regroupe 92 organisations. S'appuyant sur deux ateliers multi-acteurs (2024 et 2025), il retrace l'histoire de l'agroécologie sénégalaise depuis les années 1980, examine les conditions d'émergence et de gouvernance du réseau national et de ses plateformes territoriales (DyTAEL), évalue les impacts concrets (notamment l'intégration des intrants organiques dans les subventions publiques) ainsi que les limites structurelles (dépendance aux financements de projets, asymétries territoriales, difficultés de mesure des effets). Le rapport identifie des enseignements transférables à d'autres coalitions agroécologiques en Afrique et dans le monde.

Re-conception de l'idéotype de « ferme agrécoléutique » dans le Living Lab de Mbane : rapport d'atelier et de mission

Rapport d'atelier, Santé et Territoires, avril 2026

Au terme de la première année d'expérimentation agroécologique dans le Living Lab de Mbane (zone du lac de Guiers, Sénégal), ce rapport rend compte d'un atelier participatif réunissant 38 producteurs-trices et des agents du CIRAD, de la SAED et de l'ISRA. Le bilan révèle que la transition vers l'agroforesterie demeure fragile, conditionnée par la qualité du matériel végétal, l'accès à l'eau et des inégalités de genre marquées. Les auteur·ices recommandent de reconfigurer l'idéotype initial de « **ferme agrécoléutique** » en plusieurs sous-modèles différenciés, adaptés aux réalités contrastées des exploitations masculines et féminines.

One Health

One Health, One Science. Synthèse des recommandations issues du colloque scientifique du 6 avril 2026

Rapport, Ministère français de l'Enseignement, supérieur de la Recherche et de l'Espace, Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), Cirad, mars 2026

Ce document présente les recommandations du colloque scientifique One Health, One Science, organisé à l'initiative de la France. Il structure l'approche One Health autour de quatre piliers opérationnels (maladies infectieuses émergentes, résistance aux antimicrobiens, pollution, systèmes alimentaires durables) et de trois fondements transversaux : gouvernance multisectorielle, convergence des données, et intégration des sciences humaines et sociales. Les recommandations appellent à une transformation structurelle des politiques de santé mondiale fondée sur la prévention primaire et l'interdisciplinarité.

Co-construire l'approche One Health depuis les territoires

Note politique, AVSF, mars 2026

Cette note politique d'AVSF plaide pour une mise en œuvre territoriale et participative de l'approche One Health (Une Seule Santé) auprès des communautés rurales du Sud. S'appuyant sur des expériences menées en Afrique de l'Ouest, à Madagascar et en Asie du Sud-Est, elle présente quatre axes : santé animale de proximité, agroécologie, gestion des ressources naturelles et diagnostics participatifs. La note adresse des recommandations aux États du Sud et aux pouvoirs publics européens.

Pêche

La Mauritanie durcit les règles pour mettre un terme à l'essor de l'industrie de la farine de poisson

Article, Mongabay, mars 2026

Ce reportage analyse le déclin de l'industrie mauritanienne de la farine de poisson, jadis deuxième parc mondial d'usines derrière le Pérou. Depuis 2021, le gouvernement a durci la réglementation — interdiction de certaines espèces pélagiques, restrictions de zonage pour les senneurs industriels, obligation de congélation — réduisant la production de moitié entre 2020 et 2024. L'objectif affiché est une transition totale vers la transformation du poisson pour la consommation humaine, dans un contexte de surexploitation des ressources et de pression de l'Union européenne.

Politique agricole

Cent vingt (120) milliards de subvention de la campagne agricole en 2025 : quels impacts macroéconomiques ?

Note politique, ISRA-Bame, mars 2026

Cette note évalue les effets macroéconomiques de l'enveloppe de 120 milliards de FCFA allouée à la campagne agricole sénégalaise 2025-2026, à partir d'un modèle d'Équilibre Général Calculable. La subvention affiche un multiplicateur de 1,52 et contribue à +0,39 % de croissance du PIB, avec une hausse notable de la production céréalière (+5,49 %). Toutefois, des effets d'éviction sur d'autres secteurs et des contraintes logistiques et de ciblage limitent son efficacité structurelle.

Solidarité internationale

Construire autrement la solidarité internationale

Etude, Coordination Sud, mars 2026

Cette étude examine les besoins de renforcement institutionnel et organisationnel des OSC locales et nationales à travers sept sous-systèmes régionaux (Afrique de l'Ouest, Afrique australe, Amérique latine, Cambodge, Népal, Méditerranée sud, France) et une enquête auprès d'une cinquantaine d'organisations partenaires. Elle identifie neuf besoins prioritaires — dont le renforcement des capacités, les actions dirigées localement, la décolonialité des partenariats, l'urgence démocratique et le financement flexible — et formule des recommandations concrètes pour Coordination SUD, le FRIIO et leurs partenaires institutionnels.

Processus de capitalisation de la Phase III et de l'étude d'impact du programme Coopérer Autrement en Acteurs de Changement (CAAC)

Rapport de capitalisation, CFSI, février 2026

Ce rapport capitalise dix ans d'expériences du programme CAAC (trois phases, 2014-2026), qui accompagne des organisations de solidarité internationale vers des pratiques de coopération plus horizontales et réciproques. Fondée sur une approche qualitative multi-située (Guinée, Cuba, Pérou, Salvador, France), l'étude documente des effets profonds sur les postures professionnelles individuelles — passage du « faire » au « faire avec » — mais une diffusion encore inégale au sein des organisations. Elle affirme la réciprocité comme boussole politique pour repenser les partenariats et met en lumière un métier pivot, l'animation territoriale, jusqu'ici peu reconnu.

Genre

Empowering Women in Agriculture: Evaluating the Impact of Multidimensional and Integrated Supports on Women's Empowerment and their Influence on the Adoption of Agri-Environmental Practices in Mali

Thèse, Boubié Raoul Yaro, Université de Laval, 2026, en anglais

Cette thèse évalue empiriquement l'impact du projet FARM au Mali sur l'autonomisation des femmes agricultrices et leur adoption de pratiques agroenvironnementales, à partir de données collectées auprès de 1 700 femmes productrices d'oignon. Les résultats montrent que les interventions intégrées (organisation associative, formation financière, appui environnemental et négociation dans la chaîne de valeur) renforcent significativement les dimensions économique, financière, capacitaire et sociopolitique de l'empowerment, et favorisent l'adoption de pratiques comme le compostage, la rotation des cultures et les cultures mixtes.

Numérique

Appréhender l'agriculture numérique. 10 ans de recherche interdisciplinaire au sein de l'Institut #DigitAg

Ouvrage, Editions Quae, 2026

Cet ouvrage collectif retrace dix ans de recherche interdisciplinaire (2017-2026) de l'Institut #DigitAg sur l'agriculture numérique. Il couvre l'ensemble de la chaîne de la donnée (capteurs, imagerie satellitaire, intelligence artificielle, systèmes d'aide à la décision) et leurs applications au phénotypage, aux élevages durables et à la sécurité alimentaire. Il explore également les impacts de la digitalisation sur les pratiques agricoles et les modèles agricoles en France et dans les pays du Sud, en interrogeant les apports et les conditions de l'interdisciplinarité.

Droit à l'alimentation

La perspective d'une responsabilité de l'État dans la mise en œuvre du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire

Article scientifique, Annuaire canadien de droit international, 2026, ressource payante

S'appuyant sur la théorie des trois niveaux d'obligations d'Henry Shue (respecter, protéger, donner effet), l'auteur démontre la justiciabilité de ce droit en droit international. Il identifie les principaux obstacles à sa réalisation : absence de reconnaissance universelle, insuffisance des textes contraignants, marginalisation du droit international agroalimentaire et du droit international des sols, inégalités économiques entre États, changements climatiques et conflits armés. Il conclut à la nécessité d'une action collective de l'ensemble de la communauté internationale pour éradiquer l'insécurité alimentaire.

Droit des paysans

La paysannerie, graine de changement ?

Article, Le Courrier, 2025

Dans cet article, Raffaele Morgantini, représentant du CETIM auprès de l'ONU, analyse à l'aune de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural (UNDROP) les avancées pour la paysannerie au Burkina Faso sous la présidence du capitaine Traoré. Deux leaders d'organisations paysannes, Alassane Nakande (Convergence ouest-africaine des luttes pour la terre et l'eau) et Ouédraogo Ouandegma (Coordination burkinabè des organisations paysannes / Via Campesina), témoignent de progrès concrets : politique foncière, transition agroécologique, protection des semences paysannes et circuits courts alimentaires. L'article appelle à examiner lucidement ce processus sans occulter les dérives autoritaires du régime militaire.

Biopesticides

Efficacité des innovations de lutte antiparasitaire dans la production cotonnière biologique au Bénin : cas du « Food Spray »

Article scientifique, *African Crop Science Journal*, avril 2026

Des chercheurs de l'Université d'Abomey-Calavi analysent, à partir d'enquêtes auprès de 610 producteur-rices béninois-es, comment le « Food Spray » (biopesticide à base de maïs fermenté) s'est imposé comme alternative aux pesticides chimiques dans la filière coton biologique. L'étude montre que l'efficacité de l'innovation résulte d'une combinaison d'initiatives technologiques, organisationnelles et institutionnelles portées par des acteurs multiples (ONG, chercheurs, organisations de producteurs, partenaires financiers), et recommande de renforcer la co-construction des connaissances et l'implication des structures publiques pour pérenniser la mise à l'échelle.

2026, ANNÉE DES PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX



ANNÉE INTERNATIONALE DES
**PARCOURS ET DES
ÉLEVEURS PASTORAUX**
2026

Hindou Oumarou Ibrahim : «Les communautés pastorales ont besoin de parler pour elles-mêmes»

Podcast, *RFI*, mars 2026

Dans ce podcast enregistré en marge du Salon international de l'Agriculture de Paris (février-mars 2026), Hindou Oumarou Ibrahim, coordinatrice de l'AFPAT (Association des femmes peules et peuples autochtones du Tchad), plaide pour que les communautés pastorales soient actrices, et non simples bénéficiaires, des solutions aux défis climatiques et alimentaires mondiaux. Elle illustre son propos par l'exemple des Peuls mbororo du Tchad, dont les pratiques pastorales séculaires sont bouleversées par les changements climatiques, et interroge leurs stratégies d'adaptation.

Appel à contributions : Pastoralisme et agroécologie

Appel à contribution, *Rooted Magazine*, *WAMIP*, jusqu'au 1er juin 2026

Rooted Magazine, en collaboration avec le WAMIP, prépare un numéro spécial consacré au pastoralisme dans le cadre de l'Année internationale des parcours et de l'élevage pastoral (IYRP 2026). L'appel sollicite témoignages de terrain et analyses portant sur les droits fonciers collectifs, la gouvernance coutumière, la mobilité pastorale, l'adaptation climatique, la biodiversité, le rôle des femmes et des jeunes, ainsi que les liens entre pastoralisme et transition agroécologique. Les contributions (résumé de 250 à 500 mots) sont attendues en anglais, espagnol, portugais, swahili ou français, et peuvent prendre la forme d'articles, d'opinions ou d'expressions culturelles (poèmes, reportages photo). La priorité est donnée aux auteurs issus des communautés et mouvements pastoraux eux-mêmes.

PODCASTS



A farmer's answer to whether Africa can feed itself without high-input conventional agriculture

Podcast, *AFSA*, avril 2026, en anglais

Dans cet épisode, Christopher Wali Magala témoigne de sa reconversion de l'agriculture conventionnelle vers l'agroécologie sur sa ferme de Mukono (Ouganda). Il décrit comment la biodiversité, l'agroforesterie et les savoirs locaux ont restauré les sols et garanti la sécurité alimentaire de son exploitation, tout en remettant en cause les récits dominants qui présentent les OGM et la monoculture comme seules réponses à l'alimentation du continent africain.

AGENDA

21 avril 2026 au 23 avril 2026

Journées de l'agroécologie du Sénégal

DyTAES, Dakar

La 5ème édition de l'événement vise à institutionnaliser l'agroécologie pour transformer les systèmes alimentaires au Sénégal. Il mobilise les acteurs et actrices nationales et internationales, incluant les décideur-euses politiques et les membres de la société civile, afin de concrétiser une transition inclusive et durable par le dialogue.

21 avril 2026 au 23 avril 2026

La Transhumance au Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité : Un Élan pour l'Avenir ?

UNESCO, Maison de la Transhumance, CORAM, Association Française de Pastoralisme, Ministère français de la Culture, Marseille

Ce symposium analyse les plans de sauvegarde de la transhumance suite à son inscription au patrimoine de l'UNESCO. En France et dans les pays partenaires, l'événement réunira agriculteur-ices, berger-ères et promoteur-ices de projets pour aborder la formation, l'adaptation socio-économique et la médiation culturelle. L'événement visera à pérenniser cette pratique pastorale face aux enjeux environnementaux contemporains.

6 et 7 Mai

GLF Africa 2026 : Stewarding our rangelands

Global Landscapes Forum

Cet événement international se tiendra à Nairobi et en ligne pour célébrer l'année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux. Il réunira des acteur-ices mondiaux-ales pour promouvoir la restauration durable des zones pastorales d'Afrique et sécuriser les droits des communautés. Les participantes discuteront de politiques inclusives, d'investissements financiers et d'innovations technologiques, comme l'IA, pour renforcer la résilience climatique et la sécurité alimentaire.

Appel aux dons

Inter-réseaux a besoin de vous ! Nous vous invitons, si vous le pouvez, à soutenir via un don notre mission de production d'informations et de diffusion gratuite des connaissances qui renforcent la voix des agricultures familiales au cœur des politiques publiques. Chaque don, même modeste, nourrit le dialogue !

Nous soutenir

Retrouvez ce bulletin sur le site d'Inter-réseaux

<http://www.inter-reseaux.org/>

Pour ne plus en manquer, abonnez-vous :

<https://www.inter-reseaux.org/abonnez-vous/>

Et pour des suggestions, des réactions, écrivez-nous :

veille@inter-reseaux.org

Réalisé avec les veilleurs d'Inter-réseaux et le soutien de :

